

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
relatif à la poursuite de l'exploitation de l'établissement ADLER PELZER France West
sur la commune de Mornac

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 août 2000 complété par les arrêtés des 7 décembre 2001 et 8 mars 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2025 donnant délégation de signature à M. Jean-Charles JOBART secrétaire général de la préfecture de la Charente ;

Vu le rapport de l'inspection suite au contrôle réalisé sur site le 23 février 2026 ;

Vu le retour de l'exploitant du 8 mars 2026 transmettant également des éléments de son assureur pour renforcer la détection incendie de certains bâtiments industriels ;

Vu le bordereau de propositions de l'inspection des installations classées en date du 9 mars 2026 proposant des prescriptions complémentaires ;

Vu le projet d'arrêté porté, par courriel du 9 mars 2026 la connaissance de l'exploitant ;

Vu le retour de l'exploitant en date du 10 mars 2026 à l'issue de la procédure contradictoire ;

Considérant que les installations de détection et de prévention du risque incendie ont évolué depuis les autorisations préfectorales en vigueur de l'établissement et que plusieurs dispositions doivent être par conséquent adaptées (maintien de l'ancienne réserve sprinkler de 280 m³ pour les pompiers, présence de 2 réserves souples de 240 m³ chacune pour les pompiers, rajout d'une réserve sprinkler de 1000 m³, modernisation du sprinklage du bâtiment 709 pour répondre aux normes en vigueur, maintien du sprinklage des bâtiments 703/704/705/706/707/708 sans réponse à un cadre normatif mais en complétant les dispositifs de détection automatique de ces bâtiments à l'instar de ce qui a été fait dans le bâtiment 710...) ;

Considérant que des prescriptions complémentaires doivent être édictées pour renforcer la prévention et la prévention du risque incendie sur l'établissement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Titulaire de l'autorisation

La société **ADLER PELZER France West**, sise sur le territoire de la commune de Mornac dans la zone d'activité de La Braconne, dénommée « *l'exploitant* » dans la suite de l'arrêté, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

Article 2 - Besoin en eau pour la défense incendie du site et moyens de lutte incendie

Des moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre sont présents sur site et comprennent au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualités adaptées aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement ;
- des robinets d'incendie armés présents dans l'ensemble des bâtiments dont l'implantation permet d'attaquer un feu naissant par deux directions opposées ;
- une installation d'extinction automatique à l'eau (de type sprinklage à l'eau) desservant les bâtiments 703/704/705/706/707/708. Cette installation doit être maintenue en état de fonctionnement même si elle ne répond pas pleinement à un référentiel normatif reconnu ;
- une installation d'extinction automatique à l'eau (de type srpinklage à l'eau) desservant le bâtiment 709 (bâtiment de production). Cette installation doit être maintenue et conforme à un référentiel normatif reconnu ;
- un local sources associé à des groupes moto-pompes ad hoc et à une réserve sprinkler de 1000 m³ est présent sur site. Celui-ci permet d'alimenter l'ensemble des installations de sprinklage du site ;
- plusieurs réserves, associées à des aires de stationnement (en nombre suffisant) pour les engins des secours, sont présentes sur site ; en outre, 2 réserves souples de 240 m³ chacune et 1 réserve de 280 m³ (ancienne réserve sprinkler du site) sont mises à la disposition des pompiers en cas d'incendie.

Article 3 - Moyens de détection automatique d'incendie

Au droit de l'ensemble des bâtiments du site, une détection automatique d'incendie (DAI) généralisée et adaptée aux types de feu à détecter, fonctionnelle et efficace, avec transmission de l'alarme à l'exploitant et à une société de télésurveillance et/ou au poste de garde du site, est mise en place.

À cet effet, un dispositif de détection automatique d'incendie complémentaire et adapté est installé, sous 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, dans les bâtiments : 703/704/705/706/707/708.

Article 4 - Confinement des eaux d'extinction d'incendie pour l'établissement

Sur site, l'exploitant dispose d'une capacité de confinement des eaux d'extinction, permettant de collecter et confiner les eaux provenant d'un incendie des installations du site, qui doit être conforme aux besoins évalués en application de la règle D9A dans sa version de juin 2020. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection, le justificatif permettant d'attester que la capacité sur site répond bien aux besoins évalués.

En outre, l'exploitant est doté des moyens minimum listés ci-dessous :

- un bassin de rétention générale pour le site d'une capacité de l'ordre de 1530 m³ et doté d'une géomembrane étanche ;
- les quais d'expédition du bâtiment 704 pour garantir le confinement des eaux d'extinction de ce bâtiment pour une capacité de 300 m³ ;
- une rétention interne aux bâtiments 703 et 705, assurant une capacité respective de 340 et 400 m³ au moyen de seuils d'au moins 15 cm de hauteur.

De manière générale, les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et/ou à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les commandes des dispositifs d'obturation doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel, ou en son absence par les sapeurs-pompiers. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie / pollution » doit être apposée directement sur la vanne ou l'organe afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention.

Pour garantir de manière pérenne l'étanchéité des tuyauteries enterrées, dont les portions sont susceptibles de faire transiter des eaux d'extinction, l'exploitant réalise tous les 10 ans une inspection télévisuelle interne de celles-ci et, le cas échéant, un curage pour assurer un libre écoulement des effluents à confiner. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause leur étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de leur réparation.

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers (86) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de Mornac et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Mornac pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pour une durée minimale de quatre mois.

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Charente, le maire de Mornac et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la **société ADLER PELZER France West** .

Angoulême

Le préfet